

Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement

Marché public de prestations intellectuelles

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

Administration contractante :

Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement
Etablissement public à caractère scientifique et technologique
Centre Lyon-Grenoble-Auvergne-Rhône-Alpes
5 rue de la Doua CS 20244 - 69625 Villeurbanne Cedex

Objet de la consultation :

Mission de contrôleur technique – projet CPER LACS

Numéro de consultation : 2025-LACS-CT

Date limite de remise des offres : lundi 17 février 2025 à 9h30

SOMMAIRE :

ARTICLE 1 : DISPOSITIONS GENERALES	3
1.1. Objet du marché.....	3
1.2. Objet du présent CCTP	3
1.3. Etendue de l'ouvrage et objet des missions	3
1.4. Opération en marché global de performance (MGP).....	Erreur ! Signet non défini.
1.5. Maîtrise d'œuvre.....	3
1.6. Ordonnancement, Pilotage, Coordination	3
1.7. Coordinateur Sécurité Protection de la Santé	3
ARTICLE 2 : INFORMATIONS RELATIVES A L'OPERATION	4
ARTICLE 3 : DECOMPOSITION EN TRANCHES	5
ARTICLE 4 : FINANCEMENT ET ENVELOPPE PREVISIONNELLE TRAVAUX	5
ARTICLE 5 : PLANNING PREVISIONNEL	5
ARTICLE 6 : INTERVENANTS	5
ARTICLE 7 : DOCUMENTS ANNEXES	5
ARTICLE 8 : NOM D'OPERATION.....	6
ARTICLE 9 : MISSIONS DE CONTROLEUR TECHNIQUE.....	6
9.1. Mission LP (L+P1)	6
9.2. Mission LE.....	7
9.3. Mission S-Ti.....	7
9.4. Mission F.....	7
ARTICLE 10 : PHASES D'INTERVENTION DU CONTROLEUR TECHNIQUE – DUREE	9
ARTICLE 11 : CONDITIONS D'EXECUTION.....	10
11.1. Conditions d'exécution du contrôle	10
11.2. Dispositions prises par le maître d'ouvrage.....	10

ARTICLE 1 : DISPOSITIONS GENERALES

1.1. Objet du marché

Le marché régi par le présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP) est un marché de prestation intellectuelle concernant le contrôle technique pour l'opération suivante :

Contrat Plan Etat Région Laboratoire d'Accueil, Formation Continue et Services :

La réhabilitation de deux bâtiments et la construction d'un bâtiment neuf sur le site de Thonon-Les-Bains du Centre INRAE Lyon-Grenoble Auvergne Rhône Alpes.

Le présent marché a pour objet l'intervention du contrôleur technique concrétisée par des avis dans les conditions de l'article L. 111-23 du Code de la Construction et de l'Habitation et du décret n°99-443 du 28 mai 1999 relatif au cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de contrôle technique.

1.2. Objet du présent CCTP

Le présent CCTP complète et précise contractuellement l'étendue et le contenu des missions de contrôleur techniques, définies en référence aux lois, normes, décrets et arrêtés visés au CCAP, dont la norme NF P03-100 et le décret n°99-443 du 28 mai 1999, ainsi qu'au cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux en ce qu'il définit le rôle du contrôleur technique dans l'exécution des contrats de maîtrise d'œuvre et des marchés de travaux.

1.3. Etendue de l'ouvrage et objet des missions

Ce projet a vocation à développer sur le site INRAE de Thonon-Les-Bains un ensemble de plateformes d'analyses environnementales, de services et de formations, tournés vers un objectif double de recherche scientifique de haut niveau mais aussi de partenariat et de co-construction de recherches avec des partenaires multiples et non-académiques.

Le projet LACS (Laboratoire d'Accueil, Formation Continue et Services) permettra ainsi de créer une dynamique de coopération tant pour les aspects liés à l'accès au lac et aux moyens de prélèvements, que pour des stages d'étudiants et des résidences de chercheurs.

Reconnu scientifiquement en France et à l'International, le CARRTEL (Centre Alpin de Recherche sur les Réseaux Trophiques et les Ecosystèmes Limniques) est en Unité Mixte Recherche depuis plus de 20 ans en partenariat avec l'Université de Savoie Mont Blanc.

Actuellement limité par ses capacités d'accueil et ses infrastructures, ce projet permet de donner les moyens au site de Thonon de devenir un centre de limnologie de référence internationale, associant recherche, formation, médiation et services.

Pour cela, la présente consultation porte sur les missions de prestation intellectuelles de contrôle technique pendant la durée du projet.

L'objectif du projet sera de :

- Créer des surfaces : laboratoires, bureaux, amphithéâtre, salle de restauration, salles de cours, stockage, ...
- Créer un nouveau bâtiment HPE (Haute Performance Environnementale), réhabiliter et réaménager deux bâtiments existants peu ou mal exploités (Atelier et Ecurie)
- Créer un hangar à bateaux

1.4. Maîtrise d'œuvre

La réalisation de cette opération est confiée à un groupement dont le mandataire est le cabinet Brenas Doucerain Architectes.

1.5. Ordonnancement, Pilotage, Coordination

En cours de consultation

1.6. Coordinateur Sécurité Protection de la Santé

En cours de consultation

ARTICLE 2 : INFORMATIONS RELATIVES A L'OPERATION

Les informations relatives à l'opération sont communiquées sur le modèle de l'Annexe C du Décret n°99-443 du 28 mai 1999 :

MAITRE D'OUVRAGE	
Nom :	INRAE – Centre Lyon-Grenoble-Auvergne-Rhône-Alpes
Adresse :	5 rue de la Doua – CS 20244 – 69625 Villeurbanne Cedex
Responsable Travaux de Centre :	Gwenola REY – gwenola.rey@inrae.fr
Conducteur d'opération :	Gwenola REY – gwenola.rey@inrae.fr
ASSISTANT A MAITRISE D'OUVRAGE	
Mandataire	ASCOREAL
Rôles :	AMO Programmiste
Adresse :	Les Terrasses de Bruyères – Bâtiment C, 314 allée des noisetiers – 69760 Limonest
Ingénieur en charge :	Mme Phuong NGUYEN
Missions confiées à l'AMO	
Phase 1 :	Elaboration du programme technique détaillé
Phase 2 :	Assistance au choix de l'équipe de maitrise d'œuvre
Phase 3 :	Suivi de l'adéquation programme/projet
MAITRE D'OEUVRE	
Mandataire	BRENAS DOUCERAIN Architectes
Adresse :	48 rue Saint Laurent – 38000 Grenoble
AUTRES INTERVENANTS	
CSPS :	En cours de consultations
OPC :	En cours de consultation
DESCRIPTION DE L'OPERATION	
Nom :	CPER LACS
Nbre de bâtiments :	3
Nbre de niveau(s):	2 niveaux
Nbre de niveau en SS :	Pas de sous-sol
Nombre d'ascenseurs :	1
Nombres de logements :	Néant
Nombre de niveaux de parkings aériens :	Réaménagement des parkings existants
Nombre de niveaux de parkings souterrains :	Néant
SHON :	800m² env. bâtiment neuf, 107m² env. atelier et 110m² écurie
Adresse précise :	75 bis avenue de Corzent – 74200 Thonon-Les-Bains
Désignation des ouvrages :	Réhabilitation de deux bâtiments et construction d'un bâtiment neuf
Nature de travaux :	
Travaux neufs :	Oui
Travaux sur existants :	Oui
En site occupé :	Oui

Pré-études :	Oui
Etudes de diagnostic	Oui
Etudes de sol :	Oui
Technique innovante :	Non
Ouvrages à caractère exceptionnel :	Non
Travaux de VRD :	Oui
Dates prévisionnelles (<i>selon planning prévisionnel INRAE – cf. annexe n°2</i>) :	
Durée globale de MOE :	30 mois environ (12 mois d'études MOE, 18 mois de travaux et 12 mois de GPA)
Fin des études MOE :	Décembre 2025
Travaux :	18 mois
Date de fin des travaux :	Réception septembre 2027
Cout prévisionnel des travaux HT :	
Coût(s) prévisionnel(s) HT :	3 012 248 €HT

ARTICLE 3 : DECOMPOSITION EN TRANCHES

Sans objet

ARTICLE 4 : FINANCEMENT ET ENVELOPPE PREVISIONNELLE TRAVAUX

INRAE et d'autres partenaires financent ce projet dans le cadre du contrat de plan Etat-Région 2021-2027.

L'enveloppe prévisionnelle des travaux de l'opération est de **3 012 248 €HT**.

ARTICLE 5 : PLANNING PREVISIONNEL

Les missions de CT se dérouleront sur l'ensemble de la durée du marché. Est joint dans le dossier de consultation, le planning prévisionnel établi par l'AMO programmeur.

Date prévisionnelle de fin des études MOE : décembre 2025

Date prévisionnelle de réception des travaux : septembre 2027

(Cf. planning prévisionnel joint – annexe n°2)

ARTICLE 6 : INTERVENANTS

(Cf. article 2 du présent CCTP)

ARTICLE 7 : DOCUMENTS ANNEXES

Le présent CCTP est accompagné des annexes suivantes :

- **Annexe 1** : le programme fonctionnel du projet (1^{er} tome)
- **Annexe 2** : le planning prévisionnel

- **Annexes contractuelles suivant le décret n°99-443 du 28 mai 1999 :**
 - **Annexe A :** Missions complémentaires de contrôle technique
 - **Annexe B :** Actes techniques correspondant aux phases d'intervention du contrôleur technique
 - **Annexe C :** Informations relatives à l'ouvrage (annexe incluse dans l'article 2 du présent CCTP)

ARTICLE 8 : NOM D'OPERATION

Pour une cohérence entre les documents de l'ensemble des intervenants, le nom de l'opération est le suivant : « **CPER LACS** »

Ce nom devra apparaître sur l'ensemble des documents produits et relatifs à cette opération. Y compris dans les sujets de l'ensemble des échanges de courriels de la manière suivante : « **INRAE THONON // CPER LACS – sujet du courriel** »

ARTICLE 9 : MISSIONS DE CONTROLEUR TECHNIQUE

Dans le cadre du présent marché les missions de contrôleur technique comprennent les missions : **LP (L+P1) + PV + SEI + LE + F + Hand + ATT Hand + Ph + Th + GTB + VIEL.**

Le contenu des missions selon le décret n°99-443 et la norme NF 03-100 sont repris dans l'annexe A jointe au présent CCTP.

Ci-après sont rappelés, précisés, et complétés, les missions du présent marché dans le cas de la présente opération de réhabilitation (liste non exhaustive).

9.1. Mission LP (L+P1)

Mission de base L assortie de la mission complémentaire P1, relatives à la solidité (résistance et durabilité) des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables et dissociables.

La mission L porte sur les ouvrages et éléments d'équipement suivants :

- les ouvrages de réseaux divers et de voirie (à l'exclusion des couches d'usure des chaussées et des voies piétonnières) dont la destination est la desserte privative de la construction ;
- les ouvrages de fondation ;
- les ouvrages d'ossature : *en cas de reprise ou complément de structure nécessaire (selon projet architectural ou besoin de consolidation structurelle) ;*
- les ouvrages de clos et de couvert : *en cas de modification de façade (selon projet architectural) ;*
- pour les bâtiments, les éléments d'équipement indissociablement liés aux ouvrages énumérés ci-dessus.

La mission P1 concerne les éléments d'équipement non indissociables notamment les menuiseries, les cloisons et les revêtements intérieurs.

9.2. Mission PV

Mission complémentaire relative au récolement des procès-verbaux des essais et vérifications d'autocontrôle que doivent effectuer les entreprises sur les installations qui sont définies par le domaine d'intervention.

La prestation PV vient en complément de la mission relative à la solidité des ouvrages et des éléments d'équipement dissociables et indissociables (LP)

Les installations et les équipements concernés par la mission PV sont :

- Les ascenseurs et les monte-charges,
- Les escaliers mécaniques et les trottoirs roulants,
- Les portes et les portails automatiques,
- Le chauffage,
- Le conditionnement d'air,
- La ventilation mécanique,
- La plomberie sanitaire,
- Le réseau d'alimentation en eau,

- Le réseau d'évacuation,
- Les installations électriques,
- Les portiers électroniques,
- Les réseaux de fluides médicaux,
- Les réseaux de distribution collective de radiodiffusion.

La mission PV du contrôle technique comporte les prestations suivantes :

- L'analyse des documents de consultation des entreprises,
- Le récolement des procès-verbaux d'essais et vérifications d'auto-contrôle effectuées sur les installations par les entreprises,
- Un avis sur les résultats des procès-verbaux en question.

9.3. Mission SEI

Mission de base relative à la sécurité incendie des personnes dans les établissements recevant du public.

La mission SEI découle de la mission de base S relative à la sécurité des personnes dans les constructions. La mission SEI concerne également la sécurité des personnes, mais celle-ci est spécifique aux Établissements Recevant du Public (ERP) et aux Immeubles de Grande Hauteur (IGH). Au titre de la mission SEI, le contrôleur technique contribue à la prévention des aléas techniques qui découlent de défauts dans l'application des dispositions réglementaires, relatives à la sécurité des personnes dans les constructions achevées.

La mission SEI concerne les ouvrages et les éléments d'équipement visés, du point de vue de la sécurité des personnes, par le règlement de sécurité ERP ou le règlement de sécurité IGH et ne s'étend pas à la sécurité des personnes pendant toute la durée des travaux.

La mission SEI porte sur les ouvrages et les éléments d'équipement suivants :

- Les dispositions relatives à la protection contre les risques d'incendie et de panique : comportement au feu des matériaux et des éléments de construction, isolement, desserte, cloisonnements et dégagements, moyens de secours, dispositifs d'alarme et d'alerte, équipements de désenfumage,
- Les installations électriques (les courants forts),
- Les installations de chauffage, la ventilation, le conditionnement d'air,
- Les installations de stockage et de distribution de gaz combustibles et d'hydrocarbures liquéfiés,
- Les conduits de fumée,
- Les ascenseurs et les ascenseurs de charges,
- Les portes automatiques de garages,
- Les garde-corps et les fenêtres basses.

9.4. Mission LE

Mission complémentaire relative à la solidité et de compatibilité des existants.

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission LE sont ceux qui, découlant de la réalisation des ouvrages et éléments d'équipements neufs, sont susceptibles de compromettre, dans les constructions achevées, la solidité des parties anciennes de l'ouvrage.

Le Maître d'ouvrage fournit au contrôleur technique les renseignements et documents se rapportant aux ouvrages existants tels que constats des lieux et résultats des études de diagnostic effectuées.

Le contrôleur technique effectue un contrôle visuel se rapportant à l'objet de sa mission et limité à l'examen de l'état apparent des existants concernés par les travaux.

9.5. Mission F

Mission complémentaire relative au fonctionnement des installations.

Les aléas que le contrôleur technique a pour mission de contribuer à prévenir sont ceux qui découlent d'un mauvais fonctionnement des installations. Par mauvais fonctionnement, il faut entendre l'impossibilité, pour une installation, à la mise en exploitation, d'assurer le service demandé dans les conditions de performance imposées par les prescriptions techniques contractuelles et quand ils existent par les textes techniques à caractère normatif.

La mission du contrôleur technique porte sur les installations suivantes :

- réseaux d'alimentation en eau, de chauffage, d'assainissement,
- chauffage, conditionnement d'air, ventilation mécanique,
- installations électrique intérieures (courants forts),
- ascenseurs, monte-charge, escaliers mécaniques,
- protection et distribution d'eau chaude, distribution d'eau froide, évacuations.

Pour permettre l'exercice de la mission de contrôle technique le Maître d'ouvrage s'engage à communiquer les plans d'exécution, ainsi que les notes de calculs justificatives du dimensionnement des installations.

9.6. Mission Hand

Mission complémentaire relative à l'accessibilité des constructions pour les personnes handicapées.

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission Hand sont ceux qui découlent d'un défaut dans l'application des dispositions réglementaires relatives à l'accessibilité des constructions aux personnes handicapées.

La mission porte sur les ouvrages et éléments d'équipement concourant à la satisfaction de ces exigences réglementaires.

9.7. Mission ATT Hand

Mission complémentaire relative à Attestation de vérification de l'accessibilité aux personnes handicapées en fin de travaux (Travaux soumis à permis de construire).

Cette mission ne se substitue pas à la mission HAND de contrôle technique de construction.

9.8. Mission Ph

Mission complémentaire relative à l'isolation acoustique des bâtiments.

La mission du contrôleur technique a pour objet de donner un avis sur la capacité de l'ouvrage à satisfaire aux prescriptions réglementaires quand elles existent ou aux prescriptions contractuelles retenues par le maître de l'ouvrage et communiquées au contrôleur technique relativement à l'isolation acoustique des bâtiments. Elle porte sur les ouvrages et éléments d'équipement concourant à la satisfaction desdites prescriptions.

La mission ne porte pas sur les atteintes à l'environnement dont la prévention relève d'une mission spécifique. La protection contre les bruits de voisinage provenant des voies terrestres et zones aéroportuaires classées est prise en compte par le contrôleur technique.

Pour permettre l'exercice de la mission de contrôle technique, le maître de l'ouvrage s'engage à communiquer les prescriptions contractuelles au regard desquelles le contrôleur technique exercera sa mission en l'absence de prescriptions réglementaires, les rapports d'essais définis dans les documents normatifs réalisés par des laboratoires spécialisés justifiant de la qualité acoustique des éléments particuliers de la construction ainsi que les études justificatives des constructeurs.

Sauf dispositions spécifiques du marché, la mission ne comporte pas la réalisation de mesures acoustiques.

En l'absence de mesures acoustiques, les avis formulés par le contrôleur technique ne peuvent constituer qu'une présomption de capacité de l'ouvrage à satisfaire aux prescriptions contractuelles relatives à l'isolation acoustique.

9.9. Mission Th

Mission complémentaire relative à la l'isolation thermique des constructions.

La mission du contrôleur technique a pour objet de donner un avis sur la capacité de l'ouvrage à satisfaire aux prescriptions réglementaires relatives à l'isolation thermique et aux économies d'énergie. Elle porte sur les ouvrages et éléments d'équipement concourant à l'isolation thermique des bâtiments, les systèmes de chauffage, climatisation, production d'eau chaude sanitaire et la ventilation, étant précisé que leur examen est effectué exclusivement sous l'angle de l'isolation thermique et des économies d'énergie.

Pour permettre l'exercice de la mission de contrôle technique, le maître de l'ouvrage s'engage à communiquer :

- les devis descriptifs, plans et autres documents techniques concernant les bâtiments, l'implantation et la destination des locaux, les spécifications techniques des systèmes ainsi que les notes de calcul des coefficients réglementaires et les schémas de distribution précisant les répartitions des circuits, le comptage et la régulation ;
- les rapports d'essais définis dans les documents normatifs réalisés par des laboratoires spécialisés justifiant de la qualité thermique des éléments particuliers de la construction ;

- les rapports d'essais définis dans les documents normatifs réalisés par les entreprises avant réception sur l'installation de ventilation mécanique.

9.10. Mission GTB

Mission complémentaire relative à la gestion technique des bâtiments.

La mission GTB vient en complément des missions relatives à la sécurité des personnes et au fonctionnement des installations.

Les aléas techniques que le contrôleur technique a pour mission de contribuer à prévenir sont ceux qui découlent d'un mauvais fonctionnement du système de gestion technique du bâtiment (GTB). Par mauvais fonctionnement, il faut entendre l'impossibilité pour le système de GTB d'assurer, à la mise en exploitation, le service demandé dans le cahier des charges imposé par le maître de l'ouvrage aux entreprises.

La définition des critères et niveaux de qualité du système de GTB relève du maître de l'ouvrage qui fait connaître de façon précise au contrôleur technique ses exigences en la matière et lui communique en conséquence le cahier des charges susvisé.

L'installation soumise au contrôle est celle assurant la gestion des équipements contrôlés au titre de la mission relative au fonctionnement des installations ainsi que des équipements anti-intrusion et de contrôle d'accès dans la mesure où ils sont associés au système de gestion technique du bâtiment.

9.11. Mission VIEL

Mission complémentaire relative à la Vérification Initiale des Installations Électriques, est une mission d'accompagnement qui permet d'éviter les risques d'accident, causés par des installations non conformes à la réglementation en vigueur.

La prestation de la vérification initiale comprend :

- Les examens, les mesurages et les essais prévus sur les installations électriques et les matériels électriques qui les composent,
- La réalisation de l'examen visuel de l'état de conformité des parties visibles et accessibles, sans démontage ou sondage destructif,
- La rédaction d'un rapport de vérification comportant les informations demandées par l'arrêté et la liste des non-conformités assorties de préconisations.

ARTICLE 10 : PHASES D'INTERVENTION DU CONTROLEUR TECHNIQUE – DUREE

Prestations	Délais maximums de diffusion des observations	Point de départ
1-Examen des documents de conception		
APS	2 semaines	A la remise de l'APS par le maître d'œuvre
APD	2 semaines	A la remise de l'APD par le maître d'œuvre
PRO	2 semaines	A la remise du PRO par le maître d'œuvre
DCE	2 semaines	A la remise du DCE par le maître d'œuvre
2-Examen des documents d'exécution		
Examens des documents EXE fournis par les entreprises	8 jours ouvrés	A compter de la réception des documents et des éléments de VISA / EXE et DET transmis par les entreprises et / ou le maître d'œuvre
Participation à des réunions de mise au point <i>Sur demande MOE ou MOA</i>	Dans les 3 jours ouvrés	Suites aux réunions
3-Phase de réalisations		
Visite de chantier <i>sur demande du MOE ou MOA</i>	Dans les 3 jours ouvrés	Suivants la visite
Visites inopinées de chantier	Dans les 3 jours ouvrés	Suivants la visite
Réunion de chantier <i>sur demande du MOE ou MOA</i>	Dans les 3 jours ouvrés	Suivants la visite

4-Phase préalable à la réception		
Participation à la réception de chantier	Dans les 3 jours ouvrés	A compter de la remise des documents (PV et résultats d'essais, autres soumis à contrôle)
	Dans les 3 jours ouvrés	Suite à visite de chantier
	Dans les 3 jours ouvrés	Suite à réunion de chantier
Etablissement d'un rapport final provisoire	2 semaines	A compter de la demande du MOE ou MOA
Etablissement des rapports finaux définitifs	8 jours ouvrés	A compter de la prononciation de la réception par le maître d'ouvrage
Etablissement de l'attestation de vérification de l'accessibilité PMR	8 jours ouvrés	A compter de la prononciation dès la réception par le maître d'ouvrage
Participation à la visite de réception de la commission de sécurité <i>Sur demande MOA</i>	Dans les 3 jours ouvrés	Suite à la visite
5-Phase de garantie de parfait achèvement		
Examen des ouvrages et éléments d'équipements soumis à contrôle et qui ont fait l'objet de travaux pendant la GPA	8 jours ouvrés	<i>Suite à demande d'avis par MOE ou MOA</i>

ARTICLE 11 : CONDITIONS D'EXECUTION

11.1. Conditions d'exécution du contrôle

Le contrôle interviendra dans les conditions fixées par le Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux prestations de contrôle technique et approuvé par le décret n° 99-443 du 28 mai 1999 et par les articles de la norme NFP 03-100 cités dans le CCTG.

Les conditions suivantes seront en outre appliquées :

- **Lors du mois de préparation du chantier, le contrôleur technique diffuse la liste des documents à produire par le groupement, par l'AMO Conduite d'opération et la MOA au besoin, pour la bonne exécution de ses missions ;**
- le contrôleur technique diffuse ses registres d'observations conjointement à l'AMO Conducteur d'opération, au MOA et à l'entreprise mandataire du groupement ;
- **les registres d'observations du contrôleur technique devront comprendre le rappel des observations émises aux registres précédents, avec indication sur l'état des dites observations (suivis d'effet, non suivis d'effet, levées) ;**
- **le contrôleur technique diffuse tous les mois l'état des avis non levés et des documents attendus pour l'exercice de ses missions ;**
- **si le contrôleur technique constate des observations non suivies d'effet, il le signale expressément à l'AMO Conducteur d'opération et la MOA ;**
- **si le contrôleur technique n'a pas reçu les documents qu'il estime nécessaires à son intervention, il est tenu de le signaler immédiatement à l'AMO Conduite d'opération et la MOA ;**
- la mission du contrôleur technique peut le conduire à s'assurer que la qualité des produits utilisés dans la construction est appropriée au projet ; **dans ce but, il doit notamment signaler à l'AMO Conduite d'opération, la MOA et à l'entreprise, les essais et prototypes qu'il estimerait nécessaires ;**
- les avis donnés au fur et à mesure sur l'exécution sont signés ou contresignés par le responsable du contrôle de l'opération, personne physique désignée à cet effet ;
- **il est rappelé au contrôleur technique qu'il a également un rôle de conseil auprès du maître de l'ouvrage.**

11.2. Dispositions prises par le maître d'ouvrage

- Le maître de l'ouvrage prend toute disposition pour faire communiquer au contrôleur :
 - o Avant de les approuver, tous les documents de la programmation et du dossier de consultation ;
 - o Le projet APS ;
 - o Avant de les approuver, tous les documents d'études relatifs aux "APD et PRO" du projet ;

- Les documents d'exécution des ouvrages que l'AMO Conducteur d'opération ou le maître d'ouvrage juge utile de communiquer ;
 - Les calendriers de l'exécution de l'ensemble des travaux y compris les travaux de levées de réserve ;
 - La copie des déclarations d'accidents de travail ;
- Le maître de l'ouvrage prend également toute mesure pour que soit informé le contrôleur :
- De toutes les réunions organisées par l'AMO Conduite d'opération ou la MOA auxquelles il est systématiquement invité sans qu'une convocation formelle lui soit adressée. Il est destinataire des comptes rendus de ces réunions ;
 - De l'intervention de toute entreprise au titre de la "Garantie de Parfait Achèvement" (GPA) prévue par l'art. 44.1 du CCAG Travaux.
- Il prend également toute disposition pour que le contrôleur puisse se faire communiquer tout autre document et information, nécessaires au bon déroulement de sa mission, par les différents intervenants concernés (entreprises, conducteur d'opération, etc...).

Ces dispositions pourront être prises et communiquée via l'AMO Conduite d'opération.